



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 12 mars 2026

Bolivie	2
L'inflation recule à 17,4 % en février, malgré la persistance de tensions sur les prix.	2
Colombie	2
Inflation en baisse en février, à 5,3 % g.a.	2
Hausse de la dette externe, à 53,8 % du PIB, tirée par le secteur public.	2
« Plan financier » 2026 : le gouvernement vise une réduction du déficit à 5,1 % du PIB	2
Équateur	3
Le ministère de l'Environnement et de l'Énergie (MAE) a lancé un appel d'offres pour le projet « Bloc de Cycle Combiné ».	3
La CAF – Banque de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes a approuvé des lignes de crédit d'un montant de 450 MUSD.	3
Guyana	4
Lancement de la distribution d'un transfert exceptionnel de l'ordre de 480 USD par adulte	4
Pérou	4
Selon Moody's, La panne du gazoduc de Camisea fait grimper les coûts pour les entreprises.	4
La dette d'EsSalud envers les fournisseurs dépasse 400 M EUR et révèle la crise du système de santé.	4
Venezuela	5
Rebond de la production pétrolière selon le rapport mensuel de l'OPEP	5
Les autorités étatsuniennes autorisent certaines transactions liées à l'or vénézuélien et annoncent une première livraison d'or vénézuélien.	5

Bolivie

L'inflation recule à 17,4 % en février, malgré la persistance de tensions sur les prix.

L'inflation en Bolivie a ralenti en février pour atteindre 17,4 % en glissement annuel, contre un niveau de 19,6 % en janvier, tandis que l'indice des prix a enregistré une variation mensuelle de -0,62 %, selon les données publiées le 5 mars. Cette évolution traduit un apaisement ponctuel des pressions inflationnistes, après plusieurs mois de hausse soutenue.

Les autorités mettent en avant l'effet de mesures de stabilisation des prix et de contrôle de l'offre sur certains produits de base. Toutefois, des analystes soulignent que les tensions structurelles demeurent, notamment en lien la dépendance aux importations de carburants dont les prix ont été libéralisés et aux contraintes pesant sur l'approvisionnement en devises. Les perspectives à court terme restent incertaines, notamment en raison de la volatilité des prix internationaux de l'énergie et des risques pesant sur la production agricole.

Colombie

Inflation en baisse en février, à 5,3 % g.a.

À 5,29 % en g.a., l'inflation a diminué de 6 pb par rapport à janvier, sous l'effet d'une hausse des prix de 1,08 % sur le mois. Elle demeure toutefois supérieure à son niveau de fin 2025 (5,10 %). Pour mémoire, le gouvernement colombien a décrété une augmentation de 23 % du salaire minimum début 2026, sur lequel est indexée une part significative des prix.

Les services et les prix régulés contribuent à hauteur de 73 % à l'inflation totale. Selon les

économistes de Bancolombia, ce repli ne traduit pas un relâchement des pressions inflationnistes : l'inflation sous-jacente atteint son niveau le plus élevé depuis septembre 2024, confirmant la persistance de tensions à la hausse.

Hausse de la dette externe, à 53,8 % du PIB (+1,1 pp), tirée par le secteur public.

La dette externe colombienne a augmenté, en valeur en USD, de 11,7 % en 2025 pour atteindre 246,8 Md\$ (+25,8 Md\$), sous l'effet notamment d'une hausse de 23,5 % de la dette externe publique (152,7 Md\$, +18,9 Md\$). Elle représente désormais 53,8 % du PIB. La dette externe est majoritairement de long terme (>1 an) à hauteur de 86 % et se compose principalement d'obligations (65 %) et de prêts d'institutions financières multilatérales (21 %). Le taux d'intérêt moyen sur la dette externe s'établit à 6,1 %, en baisse par rapport à 2024 (7,8 %). Elle est libellée à 51 % en USD, 31 % en COP, 9,5 % en EUR et 6 % en autres devises.

La dette publique externe représente 62 % du total, soit 33,3 % du PIB (+1,7 pp), et en hausse de 15,3 % sur un an en USD.

La dette externe privée en part du PIB baisse, à 20,5 % du PIB (-0,6 pp). Elle concerne essentiellement les entreprises non-financières (87 % de la dette privée externe), dont l'encours a progressé d'environ 6 Md\$, principalement via des émissions obligataires. En revanche, la dette externe du secteur financier a diminué. Par ailleurs, 13 % de la dette externe correspond à des prêts intragroupes liés aux IDE.

« Plan financier » 2026 : le gouvernement vise une réduction du déficit à 5,1 % du PIB

Le plan financier vise à appuyer techniquement le cadre budgétaire de moyen terme et actualise les hypothèses macroéconomiques et les recettes associées. Il précise les sources de financement des

besoins budgétaires sur l'année. Il est habituellement présenté en février.

Pour 2025, le gouvernement confirme un déficit de 6,4 % du PIB (contre 6,7 % en 2024), soit une amélioration de 0,4 pp liée à une moindre dépense (notamment au titre du service de la dette), partiellement compensée par une baisse des recettes (+0,1 pp). Le déficit primaire a atteint 3,5 % du PIB, en hausse de 1,2 pp.

Pour 2026, l'exécutif table sur une croissance de 2,6 % (en ligne avec les prévisions du secteur privé) et une inflation de 5,8 % (contre 6,4 % selon les économistes privés). Le déficit reculerait de 1,2 pp pour s'établir à 5,1 % du PIB (2,1 % pour le déficit primaire). Les économistes anticipent toutefois un déficit nettement plus élevé, autour de 6,8 % du PIB (3,7 % pour le déficit primaire) pour Corficolombiana, et 7,0 % pour Bancolombia, pour qui les hypothèses de paiement d'intérêt et de collecte fiscale sont optimistes (ils prévoient un service de la dette de 4,1 % du PIB, vs. 2,8 % en 2025).

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en glissement annuel	Ce jour
Bourse (COLCAP)	4,3%	42,9%	2275
Change USD/COP	-1,9%	-10,2%	3705
Change EUR/COP	-2,3%	-4,5%	4265
Prix du baril (Brent, USD)	9,7%	33,1%	93

Équateur

Le ministère de l'Environnement et de l'Énergie (MAE) a lancé un appel d'offres pour le projet « Bloc de Cycle Combiné ».

L'appel d'offres vise à construire une centrale thermoélectrique pouvant produire jusqu'à 400 mégawatts d'électricité. L'investissement prévu s'élève à 838 MUSD et sera entièrement financé par un investisseur privé. La centrale utilisera des turbines à gaz naturel et à vapeur afin de renforcer la stabilité du système électrique national, notamment pendant les

périodes de sécheresse qui réduisent la production hydroélectrique.

Il s'agit de la deuxième tentative de l'État pour attirer des investisseurs, la première ayant échoué sous le gouvernement de Guillermo Lasso en raison du risque pays élevé et du manque de garanties de paiement. Cette fois, le gouvernement propose un modèle de concession de 25 ans, incluant quatre ans de construction et 21 ans d'exploitation, et envisage des mécanismes financiers pour garantir aux investisseurs le paiement de l'électricité vendue aux distributeurs.

Le processus de sélection commencera en mars-avril 2026 avec la préqualification des entreprises, et l'attribution du contrat est prévue pour mars 2027. Si le calendrier est respecté, la centrale devrait entrer en service en 2031. Cependant, le principal défi sera l'approvisionnement en gaz naturel, la production nationale étant très limitée. Le projet prévoit donc que l'investisseur développe également l'infrastructure d'importation et de transport du gaz.

Les détails de l'AO :

<https://www.ambienteyenergia.gob.ec/ciclocombinado400/>

La CAF – Banque de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes a approuvé des lignes de crédit d'un montant de 450 M\$.

Ces ressources visent à renforcer la sécurité citoyenne et la capacité de réponse de l'État face aux catastrophes naturelles. Le premier financement correspond à un prêt de politique publique de 250 M\$, visant à soutenir la sécurité publique et citoyenne à travers la mise en œuvre du Plan national de sécurité citoyenne – Horizon 2030. Ce programme vise à prévenir la violence, lutter contre le crime organisé, protéger les populations vulnérables et renforcer la gouvernance du secteur de la sécurité. Ce programme soutenu par la CAF prévoit

également le renforcement du cadre légal, une meilleure coordination institutionnelle et le développement de capacités étatiques. Par ailleurs, la CAF a approuvé une ligne de crédit de contingence de 200 M\$ pour la prévention et la gestion des catastrophes. Ce mécanisme permettra de disposer rapidement de ressources en cas d'événements extrêmes, alors que de fortes pluies ont déjà affecté environ 22 000 personnes dans le pays.

Guyana

Lancement de la distribution d'un transfert exceptionnel de l'ordre de 480 USD par adulte

Tel qu'annoncé dans le cadre du budget pour 2026, le gouvernement du Guyana a entamé le 12 mars la distribution d'un transfert exceptionnel de 100 000 dollars guyanien (environ 480 USD) par adulte, dans le cadre d'un programme de redistribution des revenus liés à l'exploitation pétrolière. Selon les autorités, les premiers bénéficiaires sont les agents publics percevant leur salaire par virement bancaire, avant une extension progressive au reste de la population.

Cette mesure, financée par les recettes pétrolières en forte hausse, vise à soutenir le pouvoir d'achat des ménages et l'inclusion financière tout en renforçant l'acceptabilité sociale de la gestion des ressources naturelles dans un contexte de transformation rapide de l'économie. Elle s'inscrit également dans une stratégie plus large d'inclusion financière, le gouvernement encourageant les bénéficiaires à utiliser le système bancaire formel.

Pérou

Selon Moody's, la panne du gazoduc de Camisea fait grimper les coûts pour les entreprises.

La panne du gazoduc, provoquée par une déflagration le 1^{er} mars, affecte plusieurs secteurs clés de l'économie selon Moody's. L'interruption du transport de gaz naturel et a entraîné une forte hausse des coûts d'exploitation et des perturbations de production pour de nombreuses entreprises. **Dans le secteur de l'électricité, les centrales thermoélectriques ont dû remplacer le gaz par du diesel, plus coûteux, ce qui a fait bondir le prix de l'énergie sur le marché à plus de 250 USD/MWh, contre environ 30 USD/MWh en février.** Pour mémoire, l'électricité au Pérou est en majorité de sources hydraulique et gazière, ce qui accentue l'impact de la panne sur le marché énergétique. **Le secteur des transports est également touché** : la pénurie de gaz naturel pour véhicules oblige certains opérateurs à utiliser de l'essence, plus chère, ce qui accroît les coûts logistiques.

Selon Moody's, ces tensions réduisent les marges des entreprises, pèsent sur leurs flux de trésorerie et pourraient dégrader leurs indicateurs de couverture de dette si la crise se prolonge. L'agence avertit d'un possible effet inflationniste en mars, lié à la hausse des coûts de l'énergie et du transport.

La dette d'EsSalud envers les fournisseurs dépasse 400 M€ et révèle la crise du système de santé.

EsSalud (Seguro Social de Salud) est l'institution publique péruvienne de sécurité sociale en santé. La crise d'approvisionnement en médicaments et en équipements médicaux au sein d'EsSalud s'aggrave en raison d'une dette accumulée de plus de 400 M€ envers les laboratoires, fournisseurs de dispositifs médicaux et prestataires de services. Selon l'Association des laboratoires

pharmaceutiques du Pérou (ALAFARPE), plus de 60 % de cette dette est déjà échue, ce qui menace la continuité des traitements pour des patients atteints de maladies graves, notamment l'hémophilie, le cancer ou les patients transplantés.

Malgré un budget annuel supérieur à 4,2 Md€, plus de la moitié des ressources d'EsSalud est consacrée aux salaires et aux primes, ce qui limiterait les investissements nécessaires. Les retards de paiement, qui peuvent atteindre jusqu'à trois ans, font craindre des ruptures de stock. Cette situation intervient dans un contexte d'instabilité institutionnelle : le ministre de la Santé, Luis Quiroz, et le président exécutif d'EsSalud, Segundo Acho, ont récemment présenté leurs démissions sur fond de critiques concernant la gestion du système de santé, marqué par des pénuries de médicaments, de longues listes d'attente et des difficultés d'accès aux soins.

Venezuela

Rebond de la production pétrolière selon le rapport mensuel de l'OPEP

Le rapport de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), publié le 11 mars, indique que **la production vénézuélienne s'est établie en février à 1 021 000 bpj selon les chiffres officiels (+97 000 bpj par rapport à janvier)**. Les estimations issues de sources secondaires font état d'un niveau de 903 000 bpj (+80 000 bpj sur un mois).

Par ailleurs, le brut de référence vénézuélien, le Merey 16° API, a vu son prix progresser de 9,10 USD par baril en février, à 52,31 USD.

Les autorités étatsuniennes autorisent certaines transactions liées à l'or vénézuélien et annoncent une première livraison d'or vénézuélien.

Le Département du Trésor des États-Unis a délivré le 6 mars 2026 la Licence générale 51 par l'intermédiaire de l'*Office of Foreign Assets Control* (OFAC). Cette mesure permet aux entreprises états-uniennes d'effectuer des transactions limitées impliquant l'or vénézuélien. Le 8 mars, M. Douglas Burgum, secrétaire étatsunien à l'Intérieur, a annoncé l'arrivée aux États-Unis, le 6 mars, d'une première cargaison d'or vénézuélien sous forme de lingots, d'une valeur d'environ 100 M USD (soit près de 1 300 kg).

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md\$)	PIB/hab. à prix courants (M\$)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dettes publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2024	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2025 p.
Bolivie	12,4	57,1	4,6	0,7	0,6	-3,3	93,7	108	+5	26,2
Colombie	53,1	438,1	8,2	1,6	2,5	-2,3	58,9	83	+2	4,4
Equateur	18,1	130,5	7,2	-2,0	3,2	4,9	53,7 (2024)	88	+1	3,6
Guyana	0,8	25,1	31,4	43,6	10,3	7,9	29	89	+6	4,3
Pérou	34,4	318,5	9,3	3,3	2,9	1,7	32,1	79	0	2,0
Suriname	0,7	4,5	6,8	3,0	2,7	-33,4	89,1	114	+2	10,6
Venezuela	26,7	82,8	3,1	5,3	0,5	4,2	164,3 (2024)	121	0	548,6
Argentine	47,6	683,4	14,4	-1,3	4,5	-1,2	78,8	47	0	28,0
Brésil	213,4	2 257,0	10,6	3,4	2,4	-2,5	91,4	84	+2	4,9
Chili	20,2	347,2	17,2	2,6	2,5	-2,5	42,7	45	0	3,7
Mexique	133,4	1 862,7	14,0	1,4	1,0	-0,2	58,9	81	+3	3,7

Source : FMI, WEO, octobre 2025

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Carla DERVILLE, Diego MAGUINA, Jacques ROBIN, Victoria SEIGNEZ, Ursula ELEIZALDE

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)